

Etude de l'impact des Micros crédits sur le secteur d'Artisanat : Une approche qualitative appliquée a la région de Gafsa

Sadraoui Tarek

▶ **To cite this version:**

Sadraoui Tarek. Etude de l'impact des Micros crédits sur le secteur d'Artisanat : Une approche qualitative appliquée a la région de Gafsa. 2005. halshs-00391391

HAL Id: halshs-00391391
https://shs.hal.science/halshs-00391391

Preprint submitted on 3 Jun 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Etude de l'impact des Micros crédits sur le secteur d'Artisanat : Une approche qualitative appliquée a la région de Gafsa

Par : ***Tarek SADRAOUI*** *[1]

** Department of Quantitative Methods, University of Economics and management Sfax-Tunisia, Unit of economic and environmental dynamic research URDEE.*

Email: tarek_sadraoui@yahoo.fr or Tarek.Sadraoui@fsegs.rnu.tn

Hafedh ALIMI *[2]

*** Coordinateur régional du programme du développement Humain au niveau local dans la région de Gafsa, Conseiller aux micros crédits et gestion d'entreprises: ONU.*

Email : hafedh_alimi@hotmail.com.

Résumé : Le présent papier traite des propriétés et des points de faiblesses de l'évaluation statistique des micros crédit. Particulièrement l'objet du papier et d'analyser l'impact des micros crédits sur le secteur artisanat en Tunisie (région de Gafsa). Cette étude régionale porte sur un échantillon de 244 individus. Même si l'évaluation statistique n'est pas destinée à remplacer les groupes de responsabilité conjointe ou le jugement subjectif des agents de crédit, sa capacité de prédire facilite l'évaluation des risques des candidats de microcrédit. Cet article énumère ce que l'évaluation statistique peut faire et ne peut pas faire dans la microfinance et donne les grandes lignes des étapes principales d'un projet d'évaluation statistique.

Mots-clés : Micro crédit, Artisanat, Analyse en composantes principales, Econométrie des variables qualitatives.

Abstract: This article treats properties and points of weaknesses of the statistical evaluation of micro credit. Particularly the object of this paper is to analyze the impact of the micro credit on the sector craft industry in Tunisia (area of Gafsa). This regional study relates to a sample of 244 individuals. Even if the statistical evaluation is not intended to replace the groups of joint responsibility or the subjective judgement for the agents of credit, its capacity to predict facilitates the evaluation of the risks of the candidates of micro credit. This article enumerates what the statistical evaluation can do and cannot make in the microfinance and gives the broad outline of the principal stages of a statistical project of evaluation.

Key words: Micro credit, Craft industry, Analyze in principal components, econometric qualitative variables.

---

[1] Assistant permanent Institut Supérieure de Gestion Industrielle Sfax, ISGIS. Doctorant à la faculté des sciences économique et de gestion de Sfax. FSEGS..

[2] Coordinateur régional du programme du développement Humain au niveau local dans la région de Gafsa, Conseiller aux micros crédits et gestion d'entreprises : ONU. Email : hafedh_alimi@hotmail.com.

I- Introduction:

Aujourd'hui, plusieurs pays du monde sont engagés dans des activités et des programmes divers pour célébrer l'année internationale de microcrédit. Presque cinquante pays ont confirmé leur participation et sont en cours d'établir les comités nationaux pour mener des activités nationales et régionales. Les comités nationaux sont indispensables au succès de l'année des microcrédits, et encouragent des comités à engager et inclure une large gamme des équipes des acteurs de pays-niveau, y compris des clients de microfinance, des gouvernements locaux, des banques centrales, des pays de l'ONU, des chefs de secteur privé et la communauté d'ONG.

A travers la collaboration avec la société civile, le ministère de la coopération économique et le développement l'Allemagne lance un certain nombre d'activités qui se concentreront sur la microfinance et le développement économique. Ceux-ci incluront : des événements communs impliquant les agences, les ministères et les institutions bancaires fédérales, une réunion sur des « nouvelles associations pour l'innovation dans la Micro finance » ainsi que des organismes internationaux et une exposition sur le microfinance. En suivant la même stratégie, le ministère coordonné de l'économie de l'Indonésie a lancé des réunions avec le ministère des affaires étrangères, les universités, la Banque Rakyat Indonésie (BRI) et plusieurs autres établissements pour développer une Comité national pendant l'année de microcrédit. Une gamme des projets consacrés à augmenter la participation offrante tout l'éventail de produits au système financier. La « BRI » favorise la puissance du microfinance et l'année internationale de microcrédit 2005 par une conférence internationale. La conférence présentera de nombreux experts en matière de microfinance dans le monde qui explorera les défis et développement futures de la microfinance. Pour célébrer l'entrepreneurship dans le but de favoriser des programmes de microfinance, l'Indonésie participe aux récompenses globales de Micro-entrepeneur. De même, un forum national sur les défis faisant face à la croissance du microcrédit est assemblé en Mauritanie. Des activités promotionnelles telles que les émissions télévisées par radio et sur le développement et la gestion des microenterprises également sont développées. Celles-ci viseront des secteurs ruraux et semi-urbains et des femmes ouvrières qui ont été récemment éliminées dans l'industrie textile. A son tour, la Mongolie a projetée une conférence sur le paysage national de microfinance qui mettra en lumière également les gagnants de récompense de micro entrepreneur de la région. Dépasser et les

programmes de formation pour des étudiants d'université sont également une partie de plans pour observer l'année. La Comité national tiendra un événement de lancement avec 1.000 participants invités de toutes les parties du pays et de tous les secteurs de la société. L'événement de quatre jours est conçu pour être une célébration des accomplissements nationaux.

Les institutions financières, les universités, les O.N.G.S et les sociétés de consultation en Hollandes sont impliqués en soutenant le secteur de microfinance dans les pays en voie de développement. Treize organismes de placement composent la plateforme hollandaise de Microfinance, créée en 2002 : Hivos, Cordaid, Icco, Novib, Triodos, OFM, Oikocredit, ASN, ABN Amro, base de Doen, base de Rabobank, ministère des affaires étrangères (DGIS) et Interpolis. Le plateforme, formée pour augmenter l'efficacité de la microfinance, coordonnera les activités pendant l'année de Microcredit et agira en tant que Comité national hollandais. Les activités souligneront de nouveaux participants dans le secteur de microfinance, le transfert du savoir-faire et l'expertise et de renforcer des associations entre les établissements dans l'Hollande aussi bien qu'avec des établissements dans les pays en voie de développement. La Nigéria lance une conférence nationale de microcredit en 2005 pour commémorer l'année, et lancera des campagnes pour solliciter l'appui des gouvernements locaux et du secteur privé. Il y a des plans pour établir un forum consultatif de Microfinance de la Communauté centrale de Banque-Donateur qui harmonisera et focalisera le soutien de la Communauté de distributeur pour des projets de microfinance dans le pays car un suivi à la politique récemment développée de microfinance et aux directives de normalisation créées en 2003. Le ministère du commerce et l'industrie avec le ministère des affaires étrangères et d'autres dépositaires de l'industrie de microfinance mèneront les activités en Afrique du Sud à l'appui de l'année. Une conférence à Pretoria avec la participation des départements du développement économique et le tourisme adressera les défis relevés par des établissements de microfinance et des histoires de succès de part et de meilleures pratiques. Des ateliers seront organisés pour former les jeunes, les femmes et les étudiants.

Une facture proposée sur des établissements de microfinance vise à établir à cadre juridique proportionné et principes de normalisation pour l'opération des établissements de microfinance. Après que la facture entre en vigueur, les établissements turcs de microfinance participeront à une conférence pour mesurer vers le haut de la fourniture de services financiers.

Venezuela augmentera à son tour le nombre de prêts à court terme aux groupes vulnérables ; la banque industrielle d'état a consacré 65 millions $ au microcrédit de financement en 2005. En plus des initiatives pour favoriser l'année, une publication spéciale sur le microcrédit sera publiée. Les activités en Zambie à l'appui de l'année se concentrent sur le développement de la microfinance et du secteur bancaire rural. Les initiatives accentueront l'inclusion du microfinance dans tous les programmes de développement et de réduction de pauvreté, l'adoption des réformes légales visées facilitant la croissance du secteur et d'une commande promotionnelle qui inclut une semaine de microfinance et un sommet national de microfinance.

Les leçons tirées des expériences du passé ont montré que le microcrédit ne peut enclencher une dynamique d'accumulation à long terme que lorsqu'il y a des possibilités d'une part d'obtenir les crédits d'un montant significatif et de manière très régulière et d'autre part de pouvoir les multiplier afin de diversifier les activités génératrices de revenus et assurer les dépenses quotidiennes. Il est alors indispensable de regarder l'évolution des indicateurs[3] sur un laps de temps relativement long pour pouvoir distinguer des variations temporaires des tendances à plus long terme.

Le type d'activité génératrice de revenus soutenu par le crédit est également un aspect clé : l'apprentissage de nouveaux métiers (auto-rikshaw, internet, couture, broderie, tapisserie, ...) permettant de sortir des activités traditionnelles et à moindre risque, (fleurs, élevage, …) peut constituer un indicateur intéressant. Par ailleurs, on a pu souvent constater que les femmes utilisaient le microcrédit essentiellement pour les dépenses d'éducation ou de santé.

Le but du présent travail de recherche est de donner les traits distinctifs et les particularités du microcrédit en Tunisie. En fait, nous essayons a ce stade d'analyser l'impact du microcrédit sur le secteur d'Artisanat : Une approche qualitative appliquée a la région de Gafsa. Le présent travail de recherche est structuré de la façon suivante : La section II présentera un aperçu sur les enjeux et les fondamentaux du microcrédit. La section III avancera de manière synthétique les potentialités du secteur d'Artisanat en

[3] Nous citons s a titre d'exemple certaines types d'indicateurs a savoir : - Changement de la situation financière personnelle - Part de contribution au revenu du ménage, de l'évolution de celle-ci, de la nature de cette contribution (régularité et variation) - Actifs immobiliers (habitation et terres) enregistrés au nom de l'époux, de l'épouse, d'un autre membre de la famille mais aussi possession d'un compte épargne ou de dépôt à la banque, participation à une tontine (ou à un Chit Fund en Inde), possession de bijoux ou d'or, d'une police d'assurance, etc.

Tunisie et particulièrement dans la région de Gafsa et ce a travers les modalités de financement de cette activité en se limitant aux micro-crédits.

II – Micro Crédit : Les enjeux et les fondamentaux.

Le micro crédit a pris véritablement son essor dans les années 1980, bien que les premières expérimentations remontent au début des années 1970 avec la Grameen Bank au Bengladesh. En Afrique, les pratiques de micro finance sont encore plus anciennes: en effet, les premiers embryons de « IMF » Instituts de Micro-Finance ont été créées au cours des années 1960 dans des pays comme le Burkina Faso ou le Cameroun. Au Burundi, les coopecs ont fêté leurs 20 années d'existence au mois de mai 2005. D'autres institutions de microfinance ont vu le jour à partir des années 1990.

- Le micro crédit consiste à octroyer des petits prêts aux personnes pauvres pour les aider à développer leurs activités génératrices de revenus.
- La micro finance s'étend à la fourniture de services financiers, y compris l'épargne, à l'ensemble des populations exclues du système bancaire.
- Les systèmes financiers décentralisés ou institutions de micro finance sont les établissements qui offrent des services financiers de proximité aux populations démunies.

Plusieurs études ont démontré que:

- La micro finance permet aux personnes pauvres de mieux pourvoir à leurs besoins vitaux et de les protéger contre les accidents de la vie;
- L'utilisation du micro crédit permet de développer les économies locales par la croissance des petites entreprises;
- En favorisant la participation économique des femmes, la micro finance leur donne du pouvoir et améliore les conditions de vie des foyers.

- En Bolivie, les clients ayant obtenu un micro crédit auprès de Banco Sol ont doublé leurs revenus en deux ans
- Des études menées au Kenya, en Inde et aux Philippines ont montré que le retour sur investissement du micro entrepreneurs a varié de 100% à 800%
- En Ouganda, une femme opérant une boutique a augmenté son revenu mensuel de 80% et elle a pu payer les frais scolaires de ses 4 enfants. Un autre crédit lui a permis de devenir le premier opérateur de téléphone payant dans son village.
- Au Burundi, des témoignages des femmes rizicultrices ont révélé que grâce au microcrédit elles ont amélioré leur logement et ont scolarisé leurs enfants.

L'Année Internationale du Micro crédit représente une formidable opportunité pour étendre la portée des services de micro finance en encourageant les partenariats stratégiques entre le gouvernement, l'ONU, les banques, les ONG et les institutions de micro finance. En vue d'organiser et de faciliter le bon déroulement des activités, le PNUD a mis en place un Comité National de promotion composé des représentants des structures étatiques, des agences des Nations Unies, des donateurs, des ONG, des institutions de micro finance, du secteur privé, des médias et de la société civile.

Le 18 novembre 2004, l'Organisation des Nations Unies a proclamé officiellement 2005 Année Internationale du Micro crédit. A cette occasion le Secrétaire Général Kofi Annan a expliqué que « *L'accès durable au micro crédit contribue à atténuer la pauvreté en générant des revenus, en créant des emplois, en donnant la possibilité aux enfants d'aller à l'école, en permettant aux familles d'obtenir des soins médicaux et en donnant les moyens aux populations de faire les choix qui répondent le mieux à leurs besoins* ».

Les objectifs sont cités ci-après :

- Accroître l'accès au crédit, à l'épargne, à l'assurance et à d'autres services financiers pour les ménages pauvres afin d'améliorer leurs conditions d'existence.
- Contribuer à réduire la pauvreté extrême et la faim de moitié d'ici à 2015.
- Accroître la compréhension de la micro finance chez les populations.
- Permettre aux institutions de micro finance d'être plus efficaces dans leur offre de crédit et renforcer la capacité des donateurs et des gouvernements à soutenir ces institutions.

La Tunisie a indiqué que, comme suite aux mesures adoptées par le Gouvernement le 5 avril 1996 dans le cadre du Plan d'action national pour la famille, la femme et son époux peuvent désormais signer chacun un accord individuel de prêt avec les administrations de sécurité sociale ou la Banque du logement pour construire ou acquérir un logement commun. En outre, une mesure visant à réduire le taux d'intérêt sur les prêts au logement a été adoptée en août 1998, renforçant ainsi le caractère volontaire de la politique tunisienne du logement et contribuant à réduire les coûts afférents à l'achat d'un logement familial

Le Mexique a répondu que la Constitution et la loi fédérale sur l'emploi prévoyaient le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes et, ce faisant, n'établissaient aucune distinction entre les travailleurs et les travailleuses, mais que certaines procédures administratives, concernant en particulier l'octroi de prêts au logement, étaient omises dans ces dispositions constitutionnelles. Par exemple, les règles

du Fonds national du logement pour les travailleurs (INFONAVIT) concernant l'octroi de prêts au logement stipulent que seuls les hommes peuvent désigner leur épouse comme personne à charge, ce qui veut dire que les femmes chefs de famille sont désavantagées lorsqu'elles sollicitent un prêt. Pour remédier à cette situation, et se fondant sur une proposition de l'Association Grupo Plura Pro Víctimas, INFONAVIT a modifié les procédures administratives et critères concernés. En juillet 1999, il a adopté de nouvelles règles pour l'octroi de prêts, accordant un traitement préférentiel aux femmes chefs de famille et aux jeunes travailleurs. En outre, le montant des prêts au logement accordé par l'Institut de protection sociale des fonctionnaires a augmenté annuellement de 44,5 % en valeur réelle et de 68,3 % en valeur nominale entre 1995 et 2000. La priorité a été accordée aux femmes chefs de famille.

L'Espagne a répondu que le Gouvernement avait lancé le troisième Plan pour l'égalité des chances, qui comprend un certain nombre de mesures visant à faciliter l'accès des femmes chefs d'entreprise à la formation, à l'information sur les marchés, aux technologies nouvelles, aux réseaux commerciaux et au crédit bancaire. Compte tenu des difficultés croissantes auxquelles ces femmes se heurtent pour accéder au crédit, l'Institut des femmes continue d'appuyer les initiatives des intéressées en apportant une aide financière à celles qui montent une nouvelle entreprise ou sont sous-représentées dans un secteur.

II-1- Définition du microcrédit

Le microcrédit désigne les petits prêts accordés aux pauvres sans exiger de garantie pour le prêt (c'est-à-dire, le crédit en blanc). C'est sans doute un moyen important pour permettre aux jeunes d'obtenir les fonds nécessaires pour démarrer leur emploi autonome. Le microcrédit a connu un succès considérable grâce au recours à de réseaux sociaux d'emprunteurs pour encourager un niveau de remboursement élevé des prêts. Les pauvres peuvent, grâce au recours à des mentors et à la reconnaissance de leur responsabilité mutuelle, obtenir du crédit en fonction de leur capital social commun[4].

Le microcrédit repose sur l'hypothèse que les pauvres sont les meilleurs juges de leur propre situation et savent le mieux quand utiliser leur crédit lorsqu'il est disponible, particulièrement lorsqu'ils sont supervisés et encouragés par leurs pairs. Le succès des

[4] Larance, L.Y., « Building Social Capital from the Center: A Village-Level Investigation of Bangladesh's Grameen Bank », Washington University, St. Louis, Missouri, 1998.
van Bastelaer, T. « Imperfect information, social capital and the poor's access to credit », Center For Institutional Reform And The Informal Sector, University of Maryland, College Park, 2000, document de travail n° 234 (http://www.iris.umd.edu/publications/detail.asp?ID=wp&number=234).

programmes de microcrédit pour les personnes très pauvres démontre que, lorsqu'ils sont bien administrés, ils renforcent les comportements d'entrepreneuriat et l'autonomie plutôt que de promouvoir la dépendance[5]. Toutefois, le microcrédit semble avoir connu beaucoup moins de succès chez les jeunes[6].

Le microcrédit / la microfinance (microcrédit, épargne, micro-assurance) / le financement décentralisé..., connaît un essor très important actuellement. Certains parlent de « mode ». A ce titre, il est important de rappeler que le développement de la microfinance, sous ce nom, a aujourd'hui 15 ans de recul (début vers la fin des années 1980 suite à la faillite de nombreuses banques de développement et sous l'impulsion de la Grameen), sinon plus, si l'on se réfère au mouvement des coopératives et mutuelles d'épargne et de crédit (début dans les années 50 et 60), et encore plus, si l'on parle de la finance informelle (qui est née avec les communautés, les villages).

Concernant le développement des systèmes/projets/institutions de micro finance dans les pays en voie de développement, après 15 ans d'expérimentation et de mise en place, les enjeux se posent actuellement en termes « d'institutionnalisation », de « professionnalisation », et de régulation d'un secteur de la micro finance. Et puis, parallèlement au développement de la micro finance dans les pays en voie de développement, on observe l'essor du mouvement de la « finance solidaire » dans les pays industrialisés. Cette petite introduction pour vous dire que la bibliographie sur la micro finance est vaste. Difficile de vous conseiller sur des ouvrages de référence, car il y a aujourd'hui beaucoup de connaissances accumulées, autant d'approches et d'écoles de pensée différentes. Vous trouverez à la fin de ce message la liste d'un certain nombre de sites Internet, qui pourront vous être utiles. Concernant des formations sur la micro finance dispensées en France, il en existe deux à ma connaissance, qui ont aujourd'hui 5-6 ans : celle offerte par le Centre National d'Etudes Agronomiques des Régions Chaudes (CNEARC à Montpellier) et celle offerte par le Centre d'Etudes Financières, Economiques et Bancaires (CEFEB à Marseille) - voir BIM 1 et 12. Mais là aussi, le secteur est tellement dynamique qu'il est possible que d'autres ont été mises en place depuis.

Le microcrédit touche tous ces métiers, de l'infographiste au livreur de pizza en passant par l'épicier et l'artisan, le photographe et le jardinier, le coiffeur et le rémouleur: toutes ces professions, tous ces jobs que l'on croise dans la rue, dans les pages d'or ou qui se terrent dans les arrières-maisons. Le microcrédit finance ces activités-là, soutient le

[5] Grameen Foundation USA: « Eight reasons why microcrédit is a viable and powerful anti poverty tool », (http://www.gfusa.org/microcredit.html#info).
6 Curtain, R. (2000): « Background Paper: Identifying the Basis for a Youth Employment Strategy Aimed at Transition and Developing Economies » (http://www.un.org/esa/socdev/youthemployment/).

démarrage, amortit les problèmes, réamorce les pompes,… Ceux qui connaissent le vécu de l'indépendant et la réalité du professionnel isolé perçoivent d'emblée l'importance du microcrédit. Il jalonne leur vie professionnelle. Il est désiré et redouté, nécessaire et esquivé. Par contre, l'art du microcrédit est bien moins connu et les formes qu'il peut prendre sont très diverses. Chaque programme de microcrédit véhicule ses propres objectifs, vise des publics particuliers, s'exerce dans des contextes différents… Basé sur des valeurs telles que le droit à l'initiative économique, le combat contre la pauvreté, l'émancipation individuelle et collective, … il ne peut que se prêter largement au débat ce qui ne facilite pas la tâche de le définir. Né ou plutôt consolidé dans des pays aux structures sociales, économiques et a fortiori financières radicalement différentes des nôtres, le microcrédit se pratique bien autrement ici que là-bas. En ce qui concerne l'entreprenariat, la microfinance et singulièrement le microcrédit trouvent leur origine dans les préoccupations cumulatives suivantes:

- répondre à un problème d'accès bancaire,
- accompagner très progressivement la montée en charge de l'activité économique pour minimiser le risque de l'entrepreneur et de l'opérateur financier,
- organiser une proximité ou une surveillance stricte soit par l'institution de crédit, soit par le contrôle social de l'entourage. À partir de là, chaque chercheur et chaque institution se sont dotés de définitions spécifiques en fonction des objectifs de recherche. Parmi les efforts de définition, on peut en pointer les plus importantes sur la scène internationale.

II-2 Méthodes « classiques » : Prouver l'impact économique du microcrédit

Les premières réflexions sur les analyses d'impact datent du milieu des années 90. A ce stade, les ambitions sont élevées : il s'agit de prouver l'impact économique du microcrédit à différents niveaux (micro, méso et macro) et de montrer notamment aux bailleurs de fonds combien une unité monétaire investi peut « rapporter ».

Ces études s'inspirent généralement de la méthode des effets, utilisée pour l'évaluation des projets de développement. Il s'agit d'identifier les perturbations ou changements liés au crédit (différences entre situations avec et sans crédit) et de les apprécier sous l'angle de l'accroissement de la valeur ajoutée et de sa répartition entre les différents agents économiques. Elles se fondent sur des enquêtes quantitatives : le plus souvent, sélection d'un échantillon d'emprunteurs et comparaison avec un groupe de non

emprunteurs ou « groupe de référence ». Les premières applications de cette méthode ont prouvé que mesurer l'impact du crédit était une tâche plus difficile qu'il n'y paraissait pour au moins deux raisons :

• Fongibilité du crédit : Au niveau d'un ménage, il y a généralement peu de rapport entre l'utilisation d'un crédit (productive ou non) et l'origine du revenu permettant le remboursement. De même il est difficile d'affecter directement un emploi à la ressource que constitue le microcrédit. La traçabilité du crédit étant compliquée à établir au sein du budget et de la trésorerie du ménage, il est très difficile d'en identifier les effets.

• Difficulté d'isoler l' « effet crédit » parmi les différents facteurs conditionnant l'évolution économique des ménages.

Ces études, critiquées pour être lourdes, chères et n'offrant que peu de débouchés opérationnels sont actuellement progressivement abandonnées.

Elles ont toutefois permis de mettre en valeur deux types d'impact au niveau des ménages :

• Si le microcrédit n'apporte pas de façon certaine une augmentation du revenu des ménages, il permet de protéger le peu qu'ils possèdent et réduit leur état de vulnérabilité.

• La mise en lumière des effets de fongibilité du crédit aide à comprendre en quoi la distinction entre crédit à la production et crédit à la consommation n'est pas toujours pertinente, dans la pratique.

II-3 Méthodes orientées vers l'institution : Critères indicatifs d'impact

Par opposition aux méthodes « classiques », ces méthodes mettent l'accent non plus sur le ménage mais sur l'institution qui propose les services. Elles se fondent en effet sur l'opinion que la meilleure preuve de l'impact est l'existence d'une institution sur la durée ayant de bonnes performances financières. Le taux de remboursement, parce qu'il est significatif de la bonne volonté des clients à payer (donc implicitement de leur satisfaction vis à vis du service) serait un critère révélateur de l'impact. Les autres critères de performance retenus sont le nombre de clients atteints, le pourcentage de couverture des coûts, la fin de la dépendance aux subventions (permettant de maximiser le rapport entre le nombre de clients touchés et l'apport initial du bailleur).

Pour résumer, l'idée dominante est que la standardisation des produits financiers permet aux IMF de passer à une échelle large, d'atteindre l'équilibre financier, et de se pérenniser. Il semble implicitement évident que le client est satisfait de tels services.

II-4 Méthodes orientées vers le client

Plusieurs facteurs ont inversé cette vision centrée sur l'institution, et remis l'analyse de l'adéquation des services financiers à la clientèle cible au centre du débat. Parmi ces facteurs, il faut citer notamment la concurrence croissante entre IMF (notamment en Amérique Latine, la Bolivie étant un exemple extrême), la montée des impayés, les premières faillites d'institutions de microfinance et les abandons massifs de clients dans certaines zones géographiques (jusqu'à 25% en Afrique de l'Est). Le succès apparent d'une IMF ayant atteint l'équilibre financier en touchant un grand nombre de clients peut donc être très rapidement remis en cause.

L'enjeu de l'analyse d'impact a donc évolué : il s'agit moins maintenant de prouver que le microcrédit est un outil de croissance micro ou macro-économique, que de trouver le moyen d'assurer sur la durée la pérennité des IMF, en aidant ces dernières à s'adapter à l'évolution de leurs clients et du marché. Ces approches récentes ont donc des visées opérationnelles clairement affichées (aider au pilotage de l'IMF) et se veulent plus simples et moins coûteuses que des analyses d'impact classiques.

Le terme même d' « analyse d'impact » est de ce fait progressivement remplacé par des appellations qui rendent compte de cette orientation (étude clientèle par exemple).

III – Micro Crédit : Une approche qualitative appliquée sur le secteur d'Artisanat à la région de Gafsa

Définition des variables

NOMBRE DE VARIABLES NOMINALES	**5**			
Type de micro crédit	**2**			
CRE	**Modalité n° 1**	193	79.098358	100.000000
EXE	**Modalité n° 2**	0	0.000000	0.000000
Niveaux d'instruction	**5**			
ALPH	**ALPHABETE**	82	33.606556	34.745762
PRIM	**PRIMAIRE**	125	51.229507	52.966103
SECO	**SECONDAIRE**	29	11.885246	12.288136
SUPE	**SUPERIEUR**	0	0.000000	0.000000
PROF	**professionnelle**	0	0.000000	0.000000
Rentabilité	**2**			
NREN	**NON RENTABLE**	80	32.786884	32.786884
REN	**RENTABLE**	164	67.213112	67.213112
Activité	**6**			
VAN	**VANNERIE**	30	12.295082	12.295082
TISS	**TISSAGE**	157	64.344261	64.344261
TAPI	**TAPISSERIE**	31	12.704918	12.704918
BROD	**BRODERIE**	11	4.508197	4.508197
FERR	**FERRONERIE**	12	4.918033	4.918033
TIMU	**TISSAGE MURAILLE**	3	1.229508	1.229508
Sexe	**2**			
MAS	**MASCULIN**	4	1.639344	1.639344
FEM	**FEMENIN**	240	98.360657	98.360657

Essai de modélisation économétrique (Modèle Probit et Logit)

La régression sur données qualitatives est habituellement traitée en utilisant un modèle logistique. En examinant des données "toutes choses égales par ailleurs", on montre que le modèle linéaire est tout à fait cohérent avec ce type de données. En comparant les résultats d'une analyse en profondeur des tableaux croisés (appelée *analyse tabulaire*) avec la régression linéaire et la régression logistique, on constate que ces diverses méthodes donnent des résultats très proches (en termes d'effets en pourcentages). La question théorique de la possibilité du modèle linéaire reste à approfondir : le cas particulier des écarts à une situation de référence introduit des contraintes qui semblent rendre possible l'utilisation du modèle linéaire. Données qualitatives, Analyse tabulaire, Régression logistique, Régression linéaire

La régression sur données qualitatives a d'abord été pratiquée dans des milieux scientifiques qui traitaient des données biologiques, variables quantitatives et qualitatives

mélangées : démographie, écologie, épidémiologie. Préalablement à la régression, le modèle logistique mis au point par Verhulst a été dans le cadre de la démographie au 19è siècle et celui qui a inventé le terme *logit* (Berkson 1944) faisait référence à la biologie dans le titre de son article.

C'est de ce seul cas que nous traiterons dans la suite : nous souhaitons trouver un modèle pour des données où toutes les variables soient nominales. D'un point de vue formel, nous sommes dans le cas d'un tableau de contingence, si nous considérons les tableaux croisés obtenus à partir des données ; mais nous sommes dans le cas d'une base de données de variables nominales si nous considérons les données de base qui permettent de construire ces tableaux croisés où à chaque individu et pour chaque variable correspond soit le numéro d'une modalité (codage ordinaire) soit un codage en rentable/non rentable (codage disjonctif complet).

Dans ce qui suit, nous allons d'abord, en suivant la réflexion que *le modèle doit suivre les données et non l'inverse*[7], examiner sur des exemples la procédure clé de la régression sur variables qualitatives, c'est à dire la mise en relief d'effets "toutes choses égales par ailleurs". Nous partons en effet de l'hypothèse que dans un tableau croisé où plusieurs variables sont croisées, l'action "toutes choses égales par ailleurs" d'une variable sur une autre doit se repérer pour tous les cas où toutes les autres modalités sont identiques. Le travail à faire devient de ce fait une procédure de neutralisation d'une ou plusieurs variables comme on en fait en analyse multi variée.

Présentation du modèle

L'objet de notre analyse, sur la base de ce qui à été précédemment indiquée et de voir l'impact des micros crédits sur le secteur d'Artisanat en Tunisie (région de Gafsa). De ce f ait, la variable rentabilité est exprimée entant que variable endogène qualitative qui prend la valeur 1 si le micro crédit est rentable et 0 si le micro crédit et non rentable. Cette dernière est expliquée en fonction d'un ensemble de variable explicative traduisant (l'age, le sexe, le montant du micro crédit, le type et le niveau d'instruction).

En effet, la spécification est la suivante :

$$y_i=\alpha_0+\alpha_1 x_i+\alpha_2 x_{1i}+\alpha_3 x_{2i}+\alpha_4 x_{3i}+\alpha_5 x_{4i}+\alpha_6 x_{5i}+\varepsilon_i \qquad (1)$$

ou autrement ;

[7] Bien mieux qu'à des modèles conjecturaux, c'est à l'observation qu'on doit demander quel est l'ordre de la réalité : le mérite du calculateur étant de découvrir sans parti pris, sans *a priori*, quels courants de lois traversent l'océan des faits. " J.-P. Benzécri (1976 I : V) mis sous forme d'adage par H. Rouanet (1993 : VI)

$$rent_i = \alpha_0 + \alpha_1 age_i + \alpha_2 sex_i + \alpha_3 mon_i + \alpha_4 typ_i + \alpha_5 avt_i + \alpha_6 nin_i + \varepsilon_i$$

Avec :

- $rent_i = \begin{cases} 1 & si \quad le \quad microcrédit \quad est \quad rentable \\ 0 & si \quad le \quad microcrédit \quad est \quad non \quad rentable \end{cases}$
- La variable age : représente l'age de l'individu (i) ;
- La variable sex : représente le sexe de l'individu, il s'agit d'une variable indicatrice binaire qui prend la valeur 1 si femme et 0 si homme ;
- La variable mon : désigne le montant du micro crédit ;
- La variable typ : indique le type du micro crédit, une variable binaire (extension ou création) soit une variable binaire (1 ou 0) ;
- La variable act : indique l'activité, VANNERIE, TISSAGE, TAPISSERIE, BRODERIE, FERRONERIE et TISSAGE MURAILLE.
- La variable nin : représente le niveau d'instruction. ALPHABETE, PRIMAIRE SECONDAIRE, SUPERIEUR et PROFETIONNELLE.

Références

FISHER. T, SRINAM. M. S: (2003), « Beyond Microcredit. Putting Development Back into Microfinance », *Vistaar Publications, New Delhi, 2002, 390p.*

GOETZ. A. M: (2001), *Women Development Workers*, Sage, New Delhi, 2001 London

GOETZ. Anne. Marie et SEN. GUPTA. Rina, (1996), « Who takes the Credit? Gender, power, and control over loan use in rural credit programs in Bangladesh », *World Development,* Vol. 24, N°1, pp.45-63.

GUERIN. I et J-M SERVET : (2004), « *Exclusion et Liens Financiers* » *Rapport du Centre Walras 2003*, Paris : Economica, 693p.

HOFMANN. E, MARIUS-GNANOU. K : (2003), « Le microcrédit pour les femmes pauvres – Solution miracle ou cheval de Troie de la mondialisation ? Etat du débat in *Regards de femmes sur la mondialisation, approches critiques* » (dir. J. Bissiliat), Karthala.

HOFMANN. E, MARIUS-GNANOU. K : (2004), L'intégration de la dimension genre dans une intervention de développement : mythe ou réalité ? *In Rapports de genre et développement* (dir H. Guétat, A. Grenier), PUM Presses Universitaires du Mirail, Toulouse.

HOFMANN. E, MARIUS-GNANOU. K : (2003), « L'approche genre dans les politiques de lutte contre la pauvreté : l'exemple de la microfinance » in *Pauvreté et Développement Socialement Durable* (dir. J. L. Dubois et al.) Presses Universitaire de Bordeaux.

Hossain. Mahabub et C. Diaz : (1997), « Reaching the Poor with Effective Microcredit: Evaluation of a Grameen Bank Replication in the Philippines», Institut international de recherche sur le riz, Article disponible auprès du Dr. M. Hossain, IIRR.

International Year of Microcrédit 2005 around the World Published by the *UN Department of Public Information in cooperation with the Year of Microcrédit Secretariat* DPI/2357E-455499-October 2004-31M

MACISSAC. N : (1997), « Le rôle du microcrédit pour réduire la pauvreté et favoriser l'égalité des sexes », *Document de travail, Société asiatique des partenaires.*

MAHMUD. S: (2003), « Actually how empowering is microcrédit », *Development and change*, vol n°34 (4), 577-605

MOULIN, J. F, GALLO, J, et LACOIN. P : (2005), « Microcrédit: l'individu solidaire ? » *Les Echos,* pp. 15.

NABARD, *Progress of SHG – Bank Linkage in India 2002-2003*, microcredit Innovations Departement, National Bank for Agrilculture and Rural Development, Mumbai, 112p, 2003.

Najim. A, Hofmann. E et Marius-Gnanou. K : (2003), « Les entreprises face aux enjeux du développement durable », Karthala, 476p.

NARASIMHAN. Sakuntala: (1999), Empowering Women An alternative Strategy from Rural India, New Delhi: Sage Publications, 236p.

NOPONEN. H : (2003a), « La méthode du système interne d'apprentissage : suivre et améliorer les résultants de l'empowerment des femmes dans GUERIN, I, SERVET, J-M, Exclusion et liens financiers, Microfinance : Leçons du Sud », *Rapport du Centre Walras 2003*, Economica, 2003, pp. 493 – 512.

NOPONEN. H: (2003b), « The Internal Learning System: Impact Assessment versus Empowerment, dans MAYOUX, L., Sustainable Learning for Women's Empowerment », PRADAN, New Dehli, 2003, pp. 89-125.

NOPONEN. H: (2004), « Microfinance, Rural Livelihoods and Women's Empowerment », *Communication au Colloque Empowerment and Microfinance*, IFP, Pondicherry, janvier 2004, 6 p.

OXAAL. Zoë et BADEN Sally: (1997), « Gender and Empowerment: definitions, approaches and implications for policy », Brighton, University of Sussex: IDS, BRIDGE (development –gender), 1997, 38p.

PALIER. J : (2004), « Définitions et mesure de l'empowerment appliquées au champ de la microfinance en Inde » in Guérin Isabelle, Servet Jean-Michel (eds), Exclusion et liens financiers. Rapport du Centre Walras 2003, Paris : Economica, 2004 pp513-534.

PALIER. J : (2004a), « Formes institutionnelles de la microfinance en Inde. Les Self-Help Groups, une innovation à manipuler avec précaution » *in* I. GUERIN et J-M SERVET (ed.), *Exclusion et Liens Financiers. Rapport du Centre Walras 2003*, Paris : Economica, 2004a, pp.305-329.

PNUD : (1995), « Rapport sur le développement humain *1995* », New York : Oxford University Press, 1995.

PNUD : (2002), « Rapport sur le développement humain 2002 », New York : Oxford University Press, 2002.

RAHMAN. Aminur: (1999), « Micro-Credit initiatives for equitable and sustainable development: who pays? », *World Development*, Vol. 27, N°1, 1999, pp.67-82.

Rosenberg. R : (1996), « Microcredit Interest Rates », Document hors série du GCAPD N° 1. Washington : Banque mondiale, Email : cproject@worldbank.org.

SARKAR. S: (2003) et PNUD: (1995), « Participate and evaluate dans MAYOUX, L., Sustainable Learning for Women's Empowerment », PRADAN, New Dehli, 2003, pp. 153-155.

SIMANOVITZ. A: (2003), « Quelles methodologies pour évaluer l'impact de la microfinance ? In Guérin Isabelle, Servet Jean-Michel (eds) », Exclusion et liens financiers. Rapport du Centre Walras 2003, Paris: Economica, pp. 607-624.

TNCDW: (2000), « Annual Report for the year 1999-2000 », Chennai: Tamil *Nadu Corporation for Development of Women Ltd,* 2000, 29p.

UNIFEM : (2000), « Le progrès des femmes à travers le monde, New York » : United Nations Fund for Women, 2000.

UNIFEM: (2002), « Progress or the World's Women, New York »: United Nations Fund for Women, 2002.

Wattel. Cor J. et Arie. Sanders: (2001), «La experiencia del microcrédito en Centroamérica: una interpretación selectiva de las prácticas y lecciones aprendida". Nueva Ruralidad y Políticas Agrarias »: Una Alternativa Neoinstitucional para Centroamérica. Harry Clemens and Raul Ruben (editors). Caracas: Nueva Sociedad, pp. 179-208.

WCCN-FIDEG: (2003), « El impacto social del microcredito en Nicaragua. Percepciones de prestatarios y prestatarias de siete micro financieras. Managua »: WCCN-FIDEG.